



**PRÉFET
DU GARD**

Liberté
Égalité
Fraternité

dossier n° PC 030 105 25 AA004

date de dépôt : 14 mars 2025

demandeur : MAIRIE DE DOURBIES, représenté
par Madame LEBEAU Irène

pour : Création d'une extension du bar existant

adresse terrain : 1 Promenade de la martine, à
Dourbies (30750)

Commune de Dourbies

ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire
au nom de la commune de Dourbies**

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

ID : 030-213001050-20250414-PC03010525AA004-AI



Le maire de Dourbies,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 14 mars 2025 par MAIRIE DE DOURBIES, représenté par LEBEAU Irène demeurant 6 RUE de la Mairie, Dourbies (30750);

Vu l'objet de la demande :

- pour la création d'une extension du bar existant ;
- sur un terrain situé 1 Promenade de la Martine, à Dourbies (30750) ;
- pour une surface de plancher créée de 23 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la carte communale approuvée le 12/07/2019 ;

Vu le permis de construire n°30 105 93 M0001 autorisant la création d'un local point de rencontre, renouvelé en 2005 après incendie du bâtiment;

Vu la déclaration de travaux n° 30 105 07 AA009 autorisant une terrasse couverte ombragée similaire au projet actuel

Considérant les dispositions de l'article R 111-16 du code de l'urbanisme qui précisent : « Lorsque le bâtiment est édifié en bordure d'une voie publique, la distance comptée horizontalement de tout point de l'immeuble au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points. Lorsqu'il existe une obligation de construire au retrait de l'alignement, la limite de ce retrait se substitue à l'alignement. Il en sera de même pour les constructions élevées en bordure des voies privées, la largeur effective de la voie privée étant assimilée à la largeur réglementaire des voies publiques.

Toutefois une implantation de la construction à l'alignement ou dans le prolongement des constructions existantes peut être imposée. » ;

Considérant que le projet est implanté en bordure d'une voie dont la largeur ne dépasse pas 3,5 mètres ;

Considérant que la hauteur du projet en bordure de la voie varie entre 4,67 et 5 mètres du fait de la déclivité de la voie ;

Considérant les dispositions de l'article R 111-19 du code de l'urbanisme qui précisent : « Des dérogations aux règles édictées aux articles [R. 111-15](#) à [R. 111-18](#) peuvent être accordées par décision motivée de l'autorité compétente mentionnée aux articles [L. 422-1](#) à [L. 422-3](#), après avis du maire de la commune lorsque celui-ci n'est pas l'autorité compétente. » ;

Considérant dès lors que la hauteur du projet dépasse la largeur de la voie ;

Considérant que le projet s'instaure dans la continuité du bâti existant à une hauteur moindre que ce dernier ;

Considérant les permis de construire n°30 105 93 M0001 et déclaration de travaux n° 30 105 07 AA009 autorisant un projet similaire ;

Considérant que le Maire est autorité compétente ;

Considérant que le projet respecte les dispositions réglementaires applicables,

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

ID : 030-213001050-20250414-PC03010525AA004-AI

S²LO

A DOUBRIES, le

14 Avril 2025

Le maire : Irène LEBEAU



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérécourts citoyens" accessible par le site internet www.telerecourts.fr.